**Politique de confidentialité**

Royal Lido Resort S.A., la société gestionnaire des hôtels Hoteles Royal Orchid, Rocamar et Cais da Oliveira, ci-après dénommée RLR, est l'entité responsable de la collecte et du traitement des données à caractère personnel (notamment les données d'identification, de contact et sensibles, entre autres), s'engageant à garantir la protection de votre vie privée, en agissant conformément à la loi et au règlement général sur la protection des données à caractère personnel.
La présente politique de confidentialité consolide notre engagement à adopter des pratiques conformes, en veillant notamment à garantir que :

- Les données à caractère personnel seront traitées de manière licite, sur la base de motifs juridiques applicables, d'un intérêt légitime ou avec le consentement explicite de la personne concernée ;
- L'utilisation des données sera strictement limitée aux fins pour lesquelles elles ont été mises à disposition ;
- Des mécanismes appropriés seront adoptés pour garantir l'exactitude, la mise à jour et l'exhaustivité des données fournies ;
- Le principe de minimisation sera respecté, en limitant la collecte aux seules données nécessaires et pertinentes au regard de la finalité poursuivie ;
- Le traitement des données respectera les délais de conservation définis par la loi ou par contrat ;
- Des mesures techniques et organisationnelles seront mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la protection des informations.

RLR a élaboré et mis en œuvre la présente politique de confidentialité, qui comprend un ensemble complet de mesures visant à protéger les données à caractère personnel. Le présent document a pour objectif de fournir, de manière organisée et accessible, les principes et les lignes directrices qui sous-tendent cette politique.

**Entité responsable du traitement des données à caractère personnel :**
Royal Lido Resort S.A (RLR), dont le siège social est situé à Travessa Vista da Praia, 9125-039 Caniço, numéro d'identification fiscale 509 375 634, conformément à l'obligation légale prévue à l'article 37, document 1, ligne a) du RGPD et à l'article 12 de la loi nationale d'application, est responsable du traitement des données à caractère personnel effectué par RLR, conformément à la législation applicable et à la présente politique.
Les personnes concernées peuvent, chaque fois qu'elles le jugent nécessaire, contacter RLR pour traiter des questions liées au traitement de leurs données, en utilisant les coordonnées fournies Les personnes concernées peuvent, chaque fois qu'elles le jugent nécessaire, contacter RLR pour traiter des questions liées au traitement de leurs données, en utilisant les coordonnées fournies.

**Comment les informations sont collectées et archivées :**
Les données personnelles peuvent être collectées par le biais des processus suivants :

- Collecte directe : courriel, site Web, appels téléphoniques, en personne
- Collecte indirecte : par l'intermédiaire de partenaires ou de sociétés du groupe et d'entités officielles.

Les données collectées sont traitées et archivées électroniquement dans le strict respect de la législation sur la protection des données personnelles et sont enregistrées dans des bases de données spécifiques créées à cet effet par RLR ou par des entités sous-traitantes. Certaines données personnelles collectées sur le site web sont obligatoires, et en cas de données manquantes ou insuffisantes, RLR pourrait ne pas être en mesure de vous fournir les services ou les informations

que vous avez demandé. Dans chaque cas spécifique, RLR vous informera du caractère obligatoire de la fourniture des données personnelles en question.

**Inventaire du traitement des données**
RLR dispose d'un registre de traitement des données, conformément à l'article 30 du RGPD, qui comprend :

- Qui est responsable du traitement des données et comment le contacter ;
- Les finalités pour lesquelles les données sont utilisées ;
- Les types de données traitées et les personnes concernées ;
- Durée de conservation des données ;
- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir la protection, la confidentialité et la fiabilité des informations.

**Catégories de données à caractère personnel traitées par RLR**
Dans le cadre de la fourniture de ses services, RLR peut collecter et traiter les catégories suivantes de données à caractère personnel :

- Données d'identification : telles que le nom, le numéro d'identification civile, le numéro de passeport et le numéro d'identification fiscal ;
- Données démographiques : telles que la date de naissance, le sexe, la nationalité et le pays de résidence ;
- Coordonnées : adresse, numéro de téléphone et adresse électronique ;
- Données sensibles (fournies volontairement par le client) : telles que les restrictions alimentaires, les préférences personnelles ou les informations relatives à l'état de santé et aux traitements (par exemple, les clients suivant un traitement médical) ;
- Données financières : telles que les informations relatives aux cartes de crédit ;

**Déclaration des motifs justifiant le traitement des données à caractère personnel**
RLR ne traite vos données personnelles que dans des situations spécifiques, telles que :

- **Avec votre consentement :** lorsque vous nous autorisez clairement et précisément à utiliser vos données à des fins spécifiques. Ce consentement peut être donné par écrit, en ligne ou par d'autres moyens, et sera toujours enregistré.

Vous pouvez retirer votre consentement à tout moment, sans que cela n'affecte l'utilisation qui a déjà été faite de vos données jusqu'à ce moment-là.

- **Pour exécuter un contrat ou fournir un service :** lorsqu'il est nécessaire de traiter vos données pour exécuter un contrat conclu avec vous ou pour prendre les mesures nécessaires avant de conclure ce contrat, à votre demande.
- **Respect des obligations légales :** RLR peut traiter des données à caractère personnel lorsque cela est nécessaire pour se conformer aux obligations prévues par la loi.

Exemple : transmission de données à des entités officielles, telles que le SEF/AIMA (en vertu du décret-loi n° 128/2014) ou les autorités policières ;

- **Intérêt légitime :** RLR peut également traiter des données lorsque cela est nécessaire pour garantir ses propres intérêts légitimes ou ceux de tiers, à condition que ces intérêts ne prévalent pas sur les droits et libertés fondamentaux de la personne concernée.

Le tableau figurant dans la section « *Finalités du traitement, cadre juridique et durées de conservation des données à caractère personnel* » présente la base juridique applicable dans chaque situation.

**Finalités du traitement des données à caractère personnel**
RLR n'utilise vos données personnelles que lorsqu'il existe une raison valable, telle que l'exécution d'un contrat, le respect de la loi ou la réponse à des intérêts légitimes.
Les finalités spécifiques sont indiquées dans le tableau de la section « *Finalités du traitement, cadre juridique et durées de conservation des données personnelles* ».
RLR s'engage à ne pas utiliser vos données à d'autres fins.

**Durées de conservation des données à caractère personnel**

RLR peut conserver des données à caractère personnel au-delà de la durée de la relation contractuelle lorsque :

- le titulaire a donné son consentement ;
- cela est nécessaire pour garantir les droits ou remplir les obligations découlant du contrat ;
- ou lorsqu'il existe des intérêts légitimes qui le justifient.

Dans tous les cas, les données ne seront conservées que pendant la durée strictement nécessaire aux fins pour lesquelles elles sont destinées et conformément aux directives et décisions de la Commission nationale de protection des données (CNPD).

Les durées de conservation spécifiques sont indiquées dans le tableau de la section « *Finalités du traitement, cadre juridique et durées de conservation des données à caractère personnel* ».

**Finalités du traitement, cadre juridique et durées de conservation des données à caractère personnel**

| Finalités du traitement | Catégorie de données | Base juridique | Durée de conservation |
|---|---|---|---|
| **Clients : Invités** | | | |
| Réservations ;<br>Gestion et suivi des séjours à l'hôtel ;<br>Facturation ;<br>Qualité et satisfaction client ; | Données d'identification<br>Contacts<br>Données démographiques<br>Données financières<br>Données relatives aux vacances et à la famille<br>Données sensibles | Contractuel :<br>Pré-contractuel ;<br>Contractuel ;<br>Post-contractuel découlant de la fourniture du service ;<br>Consentement. | Permanente, jusqu'à ce que le titulaire des données exerce son droit d'opposition et seulement après trois mois à compter du départ. La période peut être prolongée afin de garantir les droits ou obligations liés au contrat ou de se conformer aux obligations légales. La période peut également être prolongée en cas de procédure judiciaire en cours. Les documents relatifs aux courtoisies collectés par l'équipe de nettoyage des chambres après le départ ne seront pas conservés plus de vingt-quatre heures (par exemple, les lettres de bienvenue). |
| Services tels que :<br>*Communication pour la remise des objets trouvés ;<br>*Anniversaires<br>*Cartes de remerciement<br>*Lettres de bienvenue | Données d'identification<br>Contacts<br>Données démographiques | Intérêt juridique | |
| Conservation des données personnelles et préférences pour un service personnalisé lors de futures interactions | Données d'identification<br>Contacts<br>Données démographiques<br>Données financières<br>Données relatives aux vacances et à la famille<br>Données sensibles | Intérêt juridique | |
| À des fins commerciales, marketing et de contact liées à des campagnes commerciales ou marketing. | Données d'identification<br>Contacts | Accord | Jusqu'à ce que le consentement soit révoqué par le titulaire des données. |
| Notification à la SEF/AIMA | Données d'identification<br>Contacts<br>Données démographiques<br>Données relatives aux vacances et à la famille | Obligation légale | Trente jours après la soumission au SEF/AIMA. |
| Facturation, registres comptables et pièces justificatives connexes à fournir aux autorités (par exemple, l'administration fiscale) | Données d'identification<br>Contacts<br>Données démographiques<br>Données financières<br>Données relatives aux vacances et à la famille | Obligation légale :<br>Avec les autorités (supervision, fiscales, judiciaires, policières ou autres)<br>Ou<br>Pour la déclaration, l'exercice ou la défense de droits dans le cadre de procédures judiciaires. | Délai légal requis tel que défini par chaque obligation légale spécifique. |
| Assurance responsabilité civile<br>Accidents | Données d'identification<br>Contacts<br>Données sensibles | Relation contractuelle ;<br>Intérêt légitime ;<br>Intérêt vital de la personne concernée ; | Trois ans après que l'incident ait été réglé. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Clients : SPA** | | | |
| Traitements SPA<br>(Questionnaire de santé) | Données d'identification<br>Données sensibles | Pré-contractuel ;<br>Contractuel ;<br>Post-contractuel découlant de la prestation du service ; | Trente jours<br><br>Le délai peut être plus long pour garantir les droits ou les obligations liés au contrat ou pour se conformer aux obligations légales.<br><br>Le délai peut également être plus long s'il y a une procédure judiciaire en cours. |
| **Clients : Salle de sport** | | | |
| Utilisation de la salle de sport<br>(Questionnaire sur la santé) | Données d'identification<br>Données sensibles | Pré-contractuel ;<br>Contractuel ;<br>Post-contractuel découlant de la prestation du service ; | Trente jours<br><br>Le délai peut être plus long pour garantir les droits ou les obligations liés au contrat ou pour se conformer aux obligations légales.<br><br>Le délai peut également être plus long s'il y a une procédure judiciaire en cours. |
| **Clients : Time-share** | | | |
| Gestion des contrats de Time Share<br>- Base de données clients<br>- Partage fractionné : soumission RCI<br><br>Changement de propriétaires | Données d'identification<br>Contacts<br>Données démographiques<br>Données financières<br>Données relatives aux vacances et à la famille<br>Données sensibles | Pré-contractuel ;<br>Contractuel ;<br>Post-contractuel découlant de la fourniture du service ;<br><br>Obligation légale | Fin du contrat<br><br>Délai légal requis tel que défini par des obligations légales spécifiques.<br><br>Les délais peuvent être plus longs afin de garantir les droits ou obligations liés au contrat ou de se conformer aux obligations légales.<br><br>Le délai peut être encore plus long en cas de procédure judiciaire en cours. |
| Séjours / Plan de réservation | Données d'identification<br>Contacts<br>Données démographiques<br>Données financières<br>Données relatives aux vacances et à la famille<br>Données sensibles | Contractuel :<br>Pré-contractuel ;<br>Contractuel ;<br>Post-contractuel découlant de la prestation du service ; | Trois ans après le séjour<br><br>La période peut être plus longue afin de garantir les droits ou obligations liés au contrat ou de respecter les obligations légales.<br><br>La période peut également être plus longue en cas de procédure judiciaire en cours. |
| **Clients : Événements** | | | |
| Organisation d'événements grâce à la fourniture de services aux clients | Données d'identification<br>Contacts<br>Données financières<br>Données relatives aux vacances et à la famille | Contractuel :<br>Pré-contractuel ;<br>Contractuel ;<br>Post-contractuel découlant de la prestation du service ; | Pendant la durée du contrat<br>La période peut être plus longue afin de garantir les droits ou obligations liés au contrat ou en cas de procédure judiciaire ou d'obligation légale à respecter. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Clients : Invités, SPA, Salle de sport, Événements** | | | |
| Communication aux autorités (Dossier fiscal) | Données d'identification<br>Données démographiques<br>Données financières | Obligation légale :<br>Avec les autorités (de surveillance, fiscales, judiciaires, policières ou autres)<br>Ou pour la déclaration, l'exercice ou la défense de droits dans le cadre de procédures judiciaires. | Délai légal requis tel que défini par chaque obligation légale spécifique. |
| **Finalités du traitement** | **Catégorie de données** | **Base juridique** | **Durée de conservation** |
| Qualité<br>- Analyse des avis<br>- Évaluation de la satisfaction après le séjour | Données d'identification<br>Contacts | Intérêt juridique | 12 mois. |
| **Prestataires de services** | | | |
| Contrôle d'accès et de présence | Informations d'identification<br>Informations professionnelles | Contractuel ;<br>Post-contractuel découlant de la prestation du service ; | Trois mois.<br><br>Le délai peut être plus long pour garantir les droits ou les obligations liés au contrat ou pour se conformer aux obligations légales.<br><br>Le délai peut également être plus long en cas de procédure judiciaire en cours. |
| Services de maintenance | Informations d'identification<br>Informations professionnelles | Contractuel ;<br>Post-contractuel découlant de la prestation du service ;<br><br>Obligation légale | Délai légal requis tel que défini par chaque obligation légale spécifique. |
| Communication aux autorités (dossier fiscal) | Informations d'identification<br>Informations professionnelles | Contractuel ;<br>Post-contractuel découlant de la prestation du service ;<br><br>Obligation légale | Délai légal requis tel que défini par chaque obligation légale spécifique. |

## Clients, prestataires de services et autres sujets concernés :

| **Catégories de personnes concernées** | **Finalité du traitement** | **Catégorie de données** | **Base juridique** | **Durée de conservation** |
|---|---|---|---|---|
| Les détenteurs de données qui se rendent dans les locaux de RLR | Sécurité des personnes et des biens grâce à des systèmes de vidéosurveillance | Détails d'identification | Intérêt juridique | Trente jours après la capture de l'image.<br>Ce délai peut être prolongé en cas de procédure judiciaire ou d'obligation légale à respecter. |
| Exercice des droits des sujets de données | Enregistrement et gestion des demandes d'exercice des droits des titulaires de données | Coordonnées d'identification<br>Contacts | Obligation légale | Jusqu'à trois ans à compter de la date de soumission de la demande d'exercice des droits par le titulaire des données.<br><br>Le délai peut être plus long pour garantir les droits ou les obligations liés au contrat ou pour se conformer aux obligations légales.<br><br>Le délai peut également être plus long en cas de procédure judiciaire en cours. |

## Candidats à un emploi/stage :

| Finalités du traitement | Catégorie de données | Base juridique | Période de conservation |
|---|---|---|---|
| Processus de recrutement (collecte de CV et candidatures spontanées) | Données d'identification ;<br>Contacts ;<br>Données démographiques ;<br>données du curriculum vitae ; | Procédures précontractuelles et/ou consentement du titulaire des données pour l'évaluation du profil et des compétences du candidat au poste et conservation pour de futures offres.<br><br>Obligations légales | Un an à compter de la date de collecte des données.<br><br>À l'exception des données nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 32 du Code du travail, qui sont conservées pendant cinq ans. |

## Les détenteurs de données qui utilisent le site Web du groupe RLR (https://www.rocamarlidoresorts.com)

| Catégories de détenteurs de données | Finalité du traitement | Catégorie de données | Base juridique | Période de conservation |
|---|---|---|---|---|
| Clients,<br>Partenaires commerciaux ou prestataires de services (en tant que particuliers),<br>Candidats aux ressources humaines,<br>Autres personnes concernées qui contactent RLR via le formulaire « Contactez-nous ». | Demandes d'informations, suggestions, compliments, réclamations ou réservations via le formulaire « Contactez-nous ». | Données d'identification ;<br>Données démographiques ;<br>Contacts ; | Procédures précontractuelles, exécution du contrat et procédures post-contractuelles découlant de la prestation du service.<br><br>Intérêts légitimes | Le temps strictement nécessaire pour répondre à la demande.<br><br>Le délai peut être plus long afin de garantir les droits ou obligations liés au contrat ou s'il existe une procédure judiciaire ou une obligation légale à respecter. |
| **Catégories de détenteurs de données** | **Finalité du traitement** | **Catégorie de données** | **Base juridique** | **Période de conservation** |
| Clients | Abonnement aux offres promotionnelles via un formulaire en ligne. | Données d'identification ;<br>Données démographiques ;<br>Contacts ; | Accord | Jusqu'à ce que le consentement soit révoqué par la personne concernée. |
| Clients | Réservations en ligne | Données d'identification<br>Contacts<br>Données démographiques<br>Données financières<br>Données relatives aux vacances et à la famille<br>Données sensibles | Formalités précontractuelles | Trois mois après le départ |

### Utilisation des cookies

### Cookies:

Il est important de lire cette politique, car en continuant à naviguer sur notre site Web, vous acceptez l'utilisation de cookies sur votre navigateur et vos appareils, sauf si vous les avez désactivés.

### Que sont les cookies :

Les cookies sont de petits fichiers logiciels qui sont sauvegardés sur votre ordinateur ou sur d'autres appareils que vous utilisez pour accéder à Internet via votre navigateur.
Pour en savoir plus sur les cookies, rendez-vous sur : allaboutcookies.org.

### À quoi servent les cookies :

Les cookies sont utilisés pour améliorer l'expérience de navigation de l'utilisateur, en augmentant la vitesse et l'efficacité des réponses du site web. Ils éliminent la nécessité de saisir à plusieurs reprises les mêmes informations et aident à déterminer l'utilité, l'intérêt et le nombre d'utilisations. Chaque cookie a une fonction et une date d'expiration.
ROYAL LIDO RESORT S.A. n'utilisera pas les données stockées dans les cookies sans consentement préalable dans les cas où cela est nécessaire.

### Quels cookies sont utilisés sur notre site web :

Ce site utilise des cookies propriétaires et tiers. Les cookies tiers diffèrent des premiers en ce sens qu'ils sont envoyés à l'appareil de l'utilisateur à partir d'un appareil ou d'un domaine qui n'est pas sous le contrôle ou la gestion directe de ROYAL LIDO RESORT S.A.

**Transfert de données à des tiers**

RLR se réserve le droit de sous-traiter à des entités externes qui, agissant en son nom et conformément aux instructions fournies, traiteront les données à caractère personnel de la personne concernée dans le strict respect du RGPD, de la législation nationale applicable et de la présente politique.

Il est interdit aux sous-traitants de transmettre les données de la personne concernée à des tiers sans l'autorisation écrite préalable expresse de RLR, ainsi que de faire appel à d'autres entités sans ce consentement.

RLR s'engage à veiller à ce que ces sous-traitants fournissent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la confidentialité des données à caractère personnel et la protection des droits des personnes concernées.

Les sous-traitants sont liés à RLR par un contrat écrit qui précise l'objet et la durée du traitement, sa nature et sa finalité, le type de données à caractère personnel traitées, les catégories de personnes concernées, les droits et obligations des parties — en particulier l'obligation de confidentialité — et les mesures de sécurité à mettre en œuvre.

Dans l'exercice de ses fonctions, RLR peut faire appel à des sous-traitants dans divers domaines, notamment : conseil financier et comptable, conseil en matière de projets, formation professionnelle, services de maintenance, courtage en assurance, conseil juridique, communication et image, services Internet et de communication, entre autres.

RLR peut également transmettre des données à caractère personnel à des tiers, à savoir à des entités auxquelles la communication est obligatoire en vertu de la législation applicable, telles que le SEF/AIMA, l'administration fiscale, la Chambre des Comptes, les autorités policières, les tribunaux, entre autres organismes compétents.

**Droits des détenteurs de données**

RLR assure que les personnes concernées peuvent exercer leurs droits en vertu de la législation applicable en matière de données à caractère personnel

- **Droit d'accès :** les personnes concernées ont le droit d'obtenir la confirmation que des données à caractère personnel les concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès auxdites données et l'obtention des informations suivantes :
  - *(i)* Les finalités pour lesquelles leurs données à caractère personnel sont traitées ;
  - *(ii)* Le type de données à caractère personnel qui sont traitées ;
  - *(iii)* Les entités auxquelles leurs données à caractère personnel peuvent être communiquées, y compris les entités situées dans l'Union européenne ou les organisations internationales ;
  - *(iv)* La durée de conservation de leurs données ou, si cela n'est pas possible, les critères permettant de déterminer cette durée ;
  - *(v)* Les droits dont vous disposez en matière de traitement de vos données à caractère personnel ;
  - *(vi)* Si les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de vous, des informations sur leur source et le type de données concernées.
- **Droit de rectification :** la personne concernée a le droit de demander, à tout moment, la rectification de ses données à caractère personnel (fournies par elle, par exemple nom, adresse, numéros d'identification civile, numéros d'identification fiscale, coordonnées) et le droit de faire compléter ses données à caractère personnel incomplètes, y compris au moyen d'une déclaration complémentaire.
- **Droit à la suppression :** Le titulaire des données a le droit d'obtenir l'effacement de ses données lorsque l'une des raisons suivantes s'applique :
  - *(i)* Les données du détenteur ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées ;

*(ii)* Le détenteur des données retire le consentement sur lequel repose le traitement des données et il n'existe aucune autre base juridique pour ce traitement ;
*(iii)* Le titulaire s'oppose au traitement en vertu du droit d'opposition et il n'existe aucun intérêt légitime prépondérant justifiant le traitement ;
*(iv)* Si les données du titulaire sont traitées de manière illicite ;
*(v)* Si les données du titulaire doivent être supprimées afin de respecter une obligation légale à laquelle RLR ou un sous-traitant est soumis. En vertu des dispositions légales applicables, RLR n'est pas tenu d'effacer les données de la personne concernée dans la mesure où le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle il est soumis ou à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice.

- **Droit à la limitation du traitement :** la personne concernée a le droit d'obtenir la limitation du traitement de ses données si l'une des situations suivantes s'applique :
  *(i)* S'ils contestent l'exactitude des données personnelles, pendant une période permettant de vérifier leur exactitude ;
  *(ii)* Si le traitement est illicite et que la personne concernée s'oppose à l'effacement des données, en demandant à la place la limitation de leur utilisation ;
  *(iii)* Si le responsable du traitement n'a plus besoin des données à des fins de traitement, mais que les données sont nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.
- **Droit à la portabilité :** la personne concernée a le droit de recevoir les données à caractère personnel la concernant (et fournies par elle) dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, si :
  *(i)* Le traitement est fondé sur le consentement ou sur un contrat auquel la personne concernée est partie ;
  *(ii)* Le traitement est effectué par des moyens automatisés.

- **Droit à la limitation du traitement :** la personne concernée a le droit d'obtenir la limitation du traitement de ses données si l'une des situations suivantes s'applique :
  *(i)* S'ils contestent l'exactitude des données personnelles, pendant une période permettant de vérifier leur exactitude ;
  *(ii)* Si le traitement est illicite et que la personne concernée s'oppose à l'effacement des données, en demandant à la place la limitation de leur utilisation ;
  *(iii)* Si le responsable du traitement n'a plus besoin des données à des fins de traitement, mais que les données sont nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.
- **Droit d'opposition :** La personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, au traitement des données personnelles la concernant fondé sur l'exercice d'intérêts légitimes ou lorsque le traitement est effectué à des fins autres que celles pour lesquelles les données personnelles ont été collectées. Dans ce cas, RLR cessera de traiter vos données personnelles, sauf si elle a des motifs légitimes de le faire et que ces motifs prévalent sur vos intérêts. L'exercice de votre droit d'opposition peut entraîner la suspension ou la cessation, totale ou partielle, des avantages liés à la finalité du traitement des données concerné.
- **Droit de retirer votre consentement :** Si le traitement des données est basé sur votre consentement, vous pouvez le retirer à tout moment. Si vous retirez votre consentement, vos données personnelles ne seront plus traitées, sauf si un autre fondement, tel qu'une obligation légale ou réglementaire, justifie ce traitement.

Vous avez également le droit de déposer une plainte auprès du RLR et de l'autorité de contrôle - Commission nationale de protection des données (CNPD).

La section suivante décrit comment vous pouvez exercer vos droits.

RLR n'a pas nommé de délégué à la protection des données (DPD) car ROYAL LIDO RESORT S.A. n'est pas une autorité ou un organisme public, ne surveille pas régulièrement et systématiquement les personnes concernées à grande échelle et ne traite pas de données personnelles sensibles à grande échelle.

Chaque fois qu'une personne concernée, à savoir des clients ou d'autres, souhaite exercer ses droits ou demander des informations en vertu du règlement sur la protection des données, elle peut le faire en envoyant un courrier électronique à operations@rocamar.pt ou en personne à notre siège social : Hôtel Royal Orchid - Travessa Vista da Praia, 9125-039 Santa Cruz, Madère, Portugal.

**Exercice des droits par la personne concernée**
Les demandes d'information et l'exercice des droits de la personne concernée doivent être formulées par écrit, en justifiant de son identité, en contactant RLR, qui répondra par écrit (y compris par voie électronique) à la demande de la personne concernée dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la demande, sauf en cas de complexité particulière et/ou de nombre élevé de demandes, auquel cas ce délai pourra être porté à deux mois.

L'exercice de vos droits est gratuit, sauf si la demande est infondée ou excessive, auquel cas des frais pourront être facturés pour couvrir les frais associés.

Soumettre une réclamation à la CNPD

La personne concernée peut déposer une plainte directement auprès de l'Autorité nationale de contrôle des données personnelles, la Commission nationale de protection des données (CNPD), en utilisant les coordonnées fournies par cette entité à cet effet à l'adresse www.cnpd.pt.

**Violation des données (gestion des incidents de sécurité et confidentialité des données)**
En cas de violation de données personnelles, et dans la mesure où une telle violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés du titulaire, RLR notifiera cette violation à l'autorité nationale de contrôle (CNPD) et communiquera la violation au titulaire des données dans les 72 heures suivant sa connaissance.

En vertu du RGPD, la communication à la personne concernée n'est pas requise dans les cas suivants :

- Si RLR a mis en œuvre des mesures de protection techniques et organisationnelles appropriées, et que ces mesures ont été appliquées aux données personnelles concernées par la violation de données personnelles, en particulier des mesures qui rendent les données personnelles inintelligibles à toute personne qui n'est pas autorisée à y accéder, telles que le cryptage ;
- Si RLR a pris des mesures ultérieures pour garantir que le risque élevé pour les droits et libertés du titulaire n'est plus susceptible de se matérialiser ;
- Si la communication au(x) titulaire(s) implique un effort disproportionné pour RLR, elle fera une communication via ses canaux de communication publics (par exemple, site Web ou réseaux sociaux) ou prendra une mesure similaire par laquelle le(s) titulaire(s) seront informés.

Toute violation de données personnelles, dont le traitement relève de la responsabilité de RLR, doit être signalée à l'adresse électronique indiquée dans la section « *Contacter l'équipe de protection des données* » de la présente politique de confidentialité.

RLR conservera un enregistrement de la violation, de l'analyse des risques, des mesures mises en œuvre et de la nécessité de communiquer avec la CNPD et le propriétaire des données.

**Mesures de sécurité**

Conformément aux principes de proportionnalité et d'adéquation, de sécurité, de coûts de mise en œuvre, de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques et de leur probabilité, RLR adopte des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées pour garantir un niveau de protection des données personnelles proportionné au risque.

- L'adoption de mesures est une tâche continue pour RLR, en vue de garantir la confidentialité et la sécurité des données, sur la base des risques identifiés dans les analyses de risques respectives.
- Quelques exemples de ces mesures sont énumérés ci-dessous :
- Des activités périodiques de formation et/ou de sensibilisation sur la sécurité de l'information et la protection des données pour les employés.
- Mise en œuvre d'un plan de secours ;
- Installation, maintenance et gestion des systèmes antivirus et pare-feu sur les ordinateurs RLR ;
- Pseudonymisation des données personnelles;
- Cryptage des informations contenant des données personnelles pour la transmission.
- Contrôle de l'accès aux installations physiques du RLR ;
- Système automatique de détection et d'extinction d'incendie ;
- Parmi les autres mesures de politique de sécurité qui sont mises en œuvre ou en cours de mise en œuvre.

**Modifications de la politique de confidentialité**

RLR souhaite tenir les personnes concernées informées du traitement de leurs données. C'est pourquoi nous prévoyons de mettre à jour et d'améliorer continuellement notre Politique de confidentialité.

RLR se réserve le droit d'adapter ou de modifier la présente Politique de confidentialité. Ces modifications seront dûment publiées sur son site web (https://www.rocamarlidoresorts.com), à ses bureaux d'accueil et/ou par d'autres canaux qu'il juge appropriés.